



Il est temps que le gouvernement nous entende !

Les mots de la première Ministre Elisabeth Borne, qui a reçu l'intersyndicale le 5 avril, n'ont fait que renforcer la détermination des salariés, jeunes, privés d'emploi et retraités qui sont mobilisés depuis le 19 janvier.

Rester sourd, rend ce gouvernement irresponsable, qui plus est quand dans l'unité, les organisations syndicales, ensemble, réaffirment leur exigence de retrait de cette réforme qui s'appuie sur une mobilisation toujours massive du monde du travail, après la 11e journée de mobilisation en 3 mois.

Soutenues par des millions de travailleuses et travailleurs mobilisés depuis bientôt 3 mois dans toute la France pour le retrait de la réforme des retraites, nos 8 organisations syndicales ont été reçues le 05 Avril par la Première ministre.

A cette occasion, l'intersyndicale lui a une fois de plus redit combien sa réforme est aussi injuste que brutale ! **Injuste parce qu'elle aggrave les inégalités déjà présentes dans le système actuel.** Brutale parce **qu'aucune urgence, pas même comptable, ne justifiait d'aller ainsi au pas de course et d'escamoter la consultation des partenaires sociaux.** A aucun moment, les propositions alternatives de financement n'ont été prises au sérieux. Quant au processus parlementaire, on sait à quel vice démocratique a conduit le refus de le mener à son terme.

A la crise sociale, s'ajoute aujourd'hui la crise démocratique ! Nos concitoyens qui ont très largement et très pacifiquement exprimé leur opposition à cette réforme ne comprendraient pas que leur mobilisation et, à travers elle, leur parole soit ignorée. L'Intersyndicale a donc répété à la Première ministre qu'il ne saurait y avoir d'autres issues démocratiques que le retrait pur et simple du texte.

La Première ministre a répondu qu'elle souhaitait maintenir son texte. Une décision grave. Cette réforme est refusée par la quasi-totalité de la population. Il faut la retirer. **L'ensemble des partenaires sociaux refusent de tourner la page et d'ouvrir, comme le propose le gouvernement, d'autres séquences de concertation sur des dossiers aussi divers que le plein emploi ou le partage des richesses.**

Chacune des organisations syndicales, sur chacun des dossiers suggérés, pourra formuler le moment venu des propositions de nature à améliorer l'existence de nos concitoyens. Mais le moment n'est pas venu ! **La vie des travailleuses et travailleurs que nous représentons et que nous défendons n'est pas réductible à un enchaînement de séquences.**

Le report à 64 ans de l'âge légal de départ en retraite aura sur la vie de nos concitoyens, sur leur santé, sur leurs projets des conséquences très concrètes. C'est pourquoi ils ne retourneront pas à la table des concertations comme si de rien n'était, et appellerons une fois encore au retrait pur et simple du texte.

Nous en appelons toutes et tous à la sagesse du Conseil Constitutionnel qui doit entendre la juste colère des travailleuses et travailleurs.

Il est donc nécessaire, à la veille des décisions du Conseil Constitutionnel, d'être encore plus nombreuses et nombreux le **Jeudi 13 Avril 2023 à 14h00 devant la Mairie du Cheylard**, afin d'inciter les neuf sages à **censurer totalement ou partiellement cette réforme, ou se prononcer pour le Référendum d'Initiative Partagé (RIP).**

**TOUS ENSEMBLES LE JEUDI 13 AVRIL
A 14h00 DEVANT LA MAIRIE DU CHEYLARD**